

Nous y sommes, soyons-y

Pierre Lefebvre

Volume 54, Number 1 (297), Fall 2012

Que conservent les conservateurs ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67939ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lefebvre, P. (2012). Nous y sommes, soyons-y. *Liberté*, 54(1), 18–19.

NOUS Y SOMMES, SOYONS-Y

Peut-on encore parler de culture quand la culture n'est plus que pure industrie ?

PIERRE LEFEBVRE

ME DEMANDER ce que conservent les conservateurs en culture me donne surtout envie de lâcher : strictement rien. C'est là une réponse courte qui me plaît beaucoup, d'autant plus qu'elle a le grand avantage de trouver tout son sens dans une réponse longue : en ce qui concerne les arts et les humanités, les conservateurs s'acharment essentiellement à préserver les structures, de même que les modèles, qu'implique l'idée d'industrie culturelle. Ce qui m'amène, avant d'aller plus loin, à vous demander la permission de tourner les coins ronds.

C'est en 1947 que l'expression « *Kulturindustrie* », soit « industrie culturelle », voit le jour, sous la plume de Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, deux gars de l'école de Francfort, un courant de pensée émanant d'un institut de recherche sociale étonnamment situé dans la ville de Francfort. Ce que tentent de nommer par là nos deux Allemands, c'est finalement tout ce qui, en matière de culture, est reproduit, à partir d'un prototype, à une échelle que l'on pourrait qualifier de plus ou moins délirante, comme on le fait pour les pneus, les couteaux à steak ou encore, je ne sais pas, disons les porte-clefs. Ce qu'ils mettent dans le lot, ce sont les livres, les journaux, les films, les disques, les affiches, bref, tout ce qui, désormais, se présente à nous en matière de création et de réflexion.

Si l'on peut évidemment se dire que c'est magnifique, parce que la reproduction et la diffusion à une telle échelle rendent accessibles, comme jamais, des œuvres et des idées au plus grand nombre, il y a quand même dans ce processus quelque chose qui achale Adorno et son compère. Ce qu'ils trouvent ainsi d'extrêmement tendancieux dans l'arrivée de la logique industrielle au sein même des choses de l'esprit, c'est qu'un tel mariage finit quand même, à la longue, par métamorphoser ce qui relève des arts et de la pensée en marchandise. Et ça,

ça les remplit d'effroi. Il ne serait d'ailleurs peut-être pas mauvais que ça nous inquiète aussi un petit peu.

La culture, en effet, à l'origine – on va dire chez les Grecs, mais chez un paquet de monde aussi –, est une manière de petite sœur ou de cousine pas tellement éloignée de la religion, au point où bien souvent on ne les distinguait pas trop-trop l'une de l'autre. Le théâtre, par exemple, était une cérémonie religieuse, et n'importe quelle sculpture une idole. Toutes les deux participaient ainsi au même élan qui consiste à vouloir donner à l'expérience humaine un cadre qui dépasserait celui de la simple concrétude de l'existence. Si, à la longue, un peu à la manière de Lennon et McCartney, le culte et la culture en sont venus à mener, chacun de leur côté, une carrière solo, les arts ont quand même continué, à leur manière, à nous rappeler que notre vie n'est peut-être pas la simple somme des gestes qu'on pose, jour après jour, au quotidien.

C'est comme ça que, d'une certaine façon, la culture est une grande achalante puisque, sourire ou même grimace en coin, elle nous susurre tout le temps que nos standards, que ce soit ceux de la nation, de la famille, des pouvoirs politiques, financiers, ou ceux de son ancienne chum la religion, ne sont quand même pas la vie elle-même. On aura beau s'y conformer comme des fous, ce que nous sommes, heureusement ou malheureusement, ne s'y ajuste jamais au grand complet. C'est pourquoi l'art, dans le fond, se préoccupe de ce qui retrousse, ce qui dépasse, ne *fit* pas et nous permet ainsi d'appréhender, de nommer, de sublimer, de magnifier, d'élever tout ce qui, en chacun de nous, déborde de toutes mesures et de toutes catégories. Or, l'industrie étant basée sur le concept même du standard, ce qu'elle introduit en culture, comme un ver dans une pomme, c'est justement la standardisation. C'est ce qui fait dire à Adorno et Horkheimer que « l'industrie culturelle ne sublime pas, elle réprime. » C'est sur ces belles paroles que se termine notre coin rond.

On pourrait donc toujours avancer que c'est cette répression que les conservateurs veulent préserver quand il est question de culture. En cela, ils sont loin d'être les seuls. Que ce soit à Québec ou à Ottawa, et cela peu importe l'allégeance partisane, considérer toute activité culturelle comme une activité industrielle est monnaie courante depuis au moins trente ans. En matière d'incompréhension, d'indifférence et même de mépris pour la culture, les conservateurs sont loin d'avoir inventé le bouton à quatre trous. S'ils choquent plus que les autres à cet égard-là, c'est surtout dû à leur violence tranquille de bulldozer écrasant tout ce qu'il faut pour tracer le droit chemin.

«Le style est l'homme même», disait Buffon et, par pure courtoisie, j'étendrai ici l'adage aux gouvernements. Ainsi, là où les libéraux – les provinciaux, les fédéraux – et les péquistes cultivaient une volonté, certes molle et peu vaillante, de ne pas tout à fait mettre les romans et les films dans le même sac de plastique que les chaises de patio ou les gâteaux Vachon, les conservateurs considèrent, au contraire, qu'une telle réticence est du pur taponnage. Si la culture n'est plus qu'une industrie parmi tant d'autres, ayons le courage, je vous en conjure, de nos convictions. Comme le formulait André Ferron vers la toute fin de *L'hiver de force* : «Nous y sommes, soyons-y.»

C'est exactement ce qu'annonce notre ministre du Patrimoine James Moore à chaque fois qu'il se rend quelque part pour annoncer que la manne fédérale s'en vient : «Les arts et la culture sont très importants pour l'essor du Canada. Les arts et la culture génèrent 46 milliards de dollars d'activité économique par année ou, si vous préférez, plus de 635 000 emplois au Canada. Pour mettre ces données en perspective, c'est trois fois la taille du secteur de l'assurance au Canada et deux fois celle du secteur forestier. Les arts et la culture constituent un puissant moteur d'activité économique. Tous les gouvernements, tant fédéral que municipaux, provinciaux ou territoriaux, qui se targuent d'avoir un plan pour la croissance économique sans soutien aux arts et à la culture n'ont tout simplement pas de plan pour une économie dynamique. Un point c'est tout.»

Ce qu'il faut bien saisir ici, parce qu'elle est là, l'astuce, c'est que c'est ce discours-là, cette conception-là, bien plus qu'une morale étriquée, un esprit chagrin ou une ignorance crasse, qui leur permet de sabrer, plus que n'importe quel autre gouvernement avant eux, dans ce qu'ils trouvent offensant ou juste niais. Parce qu'en considérant les œuvres comme de pures marchandises, on fait effectivement une grande économie : on n'a plus besoin de se questionner sur leur valeur. Comme pour une saveur de crème glacée ou un modèle de planche à voile, on se contente d'aimer ou non. Des goûts et des couleurs, c'est bien connu, on ne discute pas. Et c'est ce que font les conservateurs en matière de culture : ils ne discutent pas.

Mais allons-y concrètement. En 2009, les conservateurs ont modifié un programme d'aide aux magazines, je prends l'exemple au hasard, et pour être admissible à sa nouvelle mouture, une publication se doit désormais de vendre un minimum de cinq mille copies par année. C'est là une décision qui a fait un mal de chien à un grand nombre de

revues culturelles, mais là où ça devient intéressant, c'est quand on regarde, sur le site de Patrimoine Canada, qui a bénéficié des largesses du nouveau programme. La liste se déployant par ordre alphabétique, on y apprend assez vite que le magazine *7 Jours* (la référence artistique et culturelle no 1) a obtenu la coquette somme de 737 654 dollars. Le reste est à l'avenant : *Allô Vedettes* (104 987 dollars), *Châtelaine* (1 101 462 dollars), *Coup de Pouce* (1 249 882 dollars), *Le Lundi* (424 686 dollars), *Movie Entertainment* (1 365 120 dollars), *Reader's Digest* (1 500 000 dollars), *Summum* (46 912 dollars). J'arrête là. Vous comprenez le principe et je commence à avoir mal au cœur. Une âme sensible, évidemment, pourrait être tentée de se demander pourquoi il nous faudrait soutenir des publications qui semblent dotées d'une saine autonomie financière et, donc, à même de s'épanouir dans cette cruelle – mais combien stimulante – arène qu'est notre économie de marché. La réponse est pourtant simple : «Parce qu'en soutenant la culture canadienne nous soutenons l'économie du Canada.»

Le plus triste, lorsque ce genre d'affirmation émane de la bouche même de l'État, c'est qu'elle se trouve immédiatement légitimée chez ceux qui partagent déjà cette opinion comme chez ceux qui, n'y ayant jamais réfléchi auparavant, trouvent que, dans le fond, ça a ben de l'allure. Pas étonnant qu'à peine trois jours après l'accession des conservateurs à leur majorité, la sémillante Nathalie Elgrably-Lévy ait cru bon de claironner la chose suivante dans le *Journal de Montréal* : «que l'on soit écrivain ou mécanicien, l'équation est simple : on est pauvre quand on n'arrive pas à vendre ce que l'on produit. [...] Il n'existe que deux raisons pour lesquelles un artiste vit dans la misère. La première est que son talent n'est peut-être pas en demande. La deuxième est qu'il est peut-être tout simplement dépourvu de talent. Dans un cas comme dans l'autre, le public n'est pas disposé à consacrer son argent à l'achat du produit culturel proposé. Ainsi, pourquoi y mettre l'argent du contribuable ? Pourquoi l'État achèterait-il, au nom de la collectivité, ce que nous refusons d'acheter individuellement ?»

Qu'il s'agisse de l'abolition des programmes Routes commerciales et Promart, des coupures récentes à l'ONF, à Radio-Canada et à la Bibliothèque et archives Canada, de celles qu'ont eu à subir le Festival international de littérature (FIL), Wapikoni mobile et l'INIS, ou de ce que la loi C-38 fait subir au droit d'auteur, tout ce que ce gouvernement met en œuvre du matin au soir participe de la même volonté pugnace de refuser tout sens, autre qu'économique, à la culture. Ce que préservent ainsi les conservateurs pourrait bien être une nouvelle forme de barbarie. Parce qu'en rabaisant les œuvres d'art et de la pensée au rang des bêtes objets insignifiants qui peuplent notre quotidien, les conservateurs ne repoussent pas seulement la beauté et la réflexion de plus en plus loin à la périphérie de nos vies. Ils contribuent à nous engluier dans l'ordre des choses, faisant ainsi de la société un simple lieu de résignation. Si ce n'est d'asservissement. **L**

Pierre Lefebvre est rédacteur en chef de la revue *Liberté*.